

Contre l'accaparement des terres : Les SIG-P comme outil de contrôle citoyen dans la dynamique villes-campagnes

Ibrahima SYLLA

Docteur en Géographie,
Programme ICT4D – Lead Afrique Francophone

I. Introduction

Parce que les systèmes d'information géographique (SIG) offrent de multiples possibilités d'analyse et de simulation, ils sont souvent utilisés dans de nombreux secteurs d'activités. Dans les pays du Nord, les SIG sont utilisés pour prendre en charge divers problèmes dans des domaines aussi variés que la protection de la nature, la gestion des déchets, la santé publique, le géomarketing, les processus électoraux, la défense nationale et même les jeux vidéo. En revanche, il semble que dans les pays du Sud le niveau d'utilisation et d'appropriation de ces outils est beaucoup moins important¹.

Il est certes rare de trouver des statistiques fiables concernant le nombre d'utilisateurs de SIG en Afrique, mais il n'est pas aberrant d'affirmer que les plus faibles taux d'utilisation reviennent, comme de droit, à ce continent. Il suffit, pour s'en convaincre, d'évoquer la faiblesse des parts attribuées aux pays africains dans les populations d'internautes², Internet étant un moyen prisé d'acquérir et de diffuser de l'information géographique, de construire des cartes interactives où l'usager peut se déplacer, zoomer et interroger des bases de données distantes. Selon les statistiques fournies lors du Forum Mondial de la Gouvernance d'Internet qui s'est tenu du 3 au 6 décembre 2008 à Hyderabad en Inde, le nombre d'internautes africains s'élève à 51 millions, le taux de pénétration étant de 5,3% soit le quart du taux mondial qui est de 21,9%.

En avril 2010, le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), en partenariat avec Enda Lead Africa, a initié un programme de recherche intitulé ICT4D3. Axé sur l'utilisation des SIG

1 Cf. Yves Baudouin, 1996, « L'aide aux PVD du continent africain en matière de systèmes d'information géographique : quelques réalités ». *Revue internationale de géomatique*, vol. 6, n° 1/1996, pp. 93-125.

2 Cf. UIT, 2010, « World Telecommunication/ICT Development Report 2010. Monitoring the WSIS targets: A mid-term review », Switzerland, Geneva, 217 pages.

3 Consulter le site du programme par le lien suivant : www.leadinafrica.org/sigp

participatifs (SIG-P)⁴, ce programme de trois ans vise à rattraper le retard des pays africains en matière d'utilisation de ces outils. Bâti suivant les principes essentiels de la recherche académique, notamment la théorisation et l'expérimentation critique, ce programme tente de démontrer l'effectivité des SIG-P dans la prise en charge des problèmes liés à la gestion des ressources naturelles. Six thématiques sont envisagées : (i) adaptation au changement climatique (étude de cas au Malawi) ; (ii) gestion communautaire des ressources forestières (Kenya et Rwanda) ; (iii) gestion des ressources en eau (Bénin) ; (iv) valorisation des savoirs traditionnels dans l'irrigation (Tunisie); et (v) sécurisation des droits fonciers (Sénégal).

Traditionnellement, l'application du SIG dans le cadre d'un suivi du foncier sur un territoire consiste à identifier des parcelles libres pour constituer des réserves foncières ou gérer les terrains disponibles pour des aménagements spécifiques⁵. Partant de cette remarque, l'étude de cas du Sénégal s'avère un révélateur des opportunités dont l'outil SIG est porteur et des potentialités de renouvellement des regards sur les « relations villes-campagnes » dans ce pays. En effet, la ville de Saint Louis, au Nord du Sénégal, est confrontée à de multiples problèmes. Pour autant, il n'existe pratiquement aucun SIG destiné à optimiser la gestion urbaine. Ce paradoxe pose question : comment peut-on comprendre la logique des acteurs de cette ville qui s'engagent dans un projet de SIG dans la communauté rurale de Mbane pour la gestion des problèmes fonciers dans cette zone ? S'agit-il d'une mutation de l'espace d'innovation ou d'une nouvelle mobilité de l'élite dirigeante qui manœuvre pour transposer l'urbanité, faite de savoir-faire et de technologie, d'un espace à l'autre ?

S'il semble prématûré de trancher ces questions alors que les recherches se poursuivent, il ne l'est guère pour entamer une réflexion sur les mutations que le programme ICT4D est en train de mettre en évidence. L'hypothèse est, qu'à terme, l'analyse débouchera sur une reconsideration des modalités de gestion des villes sénégalaises qui cristallisent à la fois des espoirs et des inquiétudes pour les campagnes.

Il s'agira en définitive dans cet article d'analyser les modalités de recomposition des relations villes-campagnes qui découlerait de l'utilisation d'un SIG-P comme rempart contre le problème de l'accaparement des terres. Après avoir explicité le contexte d'exécution du programme, les facteurs de succès potentiel de l'expérimentation et de recomposition des relations villes-campagnes sont présentés.

4 Lire Geneviève Lefebvre, 2006, « Les systèmes d'information géographique participatifs au service du développement local : le cas du village de Portulin – Philippines », Rapport technique, Ottawa (Canada), CRDI, 39 pages ; et Ibrahima Sylla, « Prendre les SIG par le bon bout, le milieu », Enda Lead Africa, e-bulletin n°3, août 2010.

5 Cf. Labaly Toure, 2010, *Mise en place d'un SIG pour la gestion foncière au Sénégal*, Paris, Editions Universitaires, 100 pages.

L'analyse qui en découle ne met pas l'accent exclusivement sur les dimensions technologiques mais insiste surtout sur les aspects sociopolitiques du SIG-P.

II. Contexte du programme ICT4D : leadership et recherche-action au service du développement

Prenant position dans le débat sur la capacité des technologies de l'information et de la communication (TIC) à promouvoir le développement des pays du Sud, le programme ICT4D tente de démontrer l'effectivité des SIG-P dans la gestion des ressources naturelles. Au travers de la problématique générale de la sécurité alimentaire, les chercheurs mesurent les apports de l'outil SIG-P utilisé dans différents contextes : gestion des forêts, de l'eau, des connaissances, du foncier, etc. Grâce à une approche comparative et des analyses complémentaires, les chercheurs ambitionnent de développer des systèmes d'information de qualité, fiables et conçus suivant des formats accessibles à un large public.

Lead Africa, qui a en charge la coordination des activités de recherche, est riche d'une vaste expérience en matière de renforcement de capacités et de formation de jeunes leaders dans le domaine de l'environnement et du développement durable. Le programme ICT4D se perçoit alors comme un gage d'engagement en faveur de l'émergence des communautés grâce à la mise en synergie des vertus du leadership et de la recherche-action. Le leadership suppose un ensemble d'aptitudes et de qualités qui permettent d'anticiper des scénarii, de se projeter dans le futur et d'imaginer des solutions aux problèmes avant même qu'ils ne surviennent⁶. Quant à la recherche-action, elle se démarque des recherches conventionnelles en considérant le changement de l'objet investi comme objectif à part entière de la recherche. Elle revendique un double objectif de changement concret dans le système social et de production de connaissances sur celui-ci⁷. Elle permet alors d'élucider les enjeux suscités et d'éclairer la démarche du leader grâce aux réponses qu'elle apporte aux questions multiformes qu'il se pose.

En concevant les SIG-P à la fois comme « objet » et comme « outil » de recherche, les membres du programme ont intégré un double questionnement dans la formulation de la problématique. Il s'agit de la question de « l'interopérabilité » et celle de « l'institutionnalisation ». Alors que la première relève de préoccupations d'ordre technique liées

⁶ Cf. Elisabeth Chapperon-Dancet, 2007, *Développer le leadership*, Insep Consulting Editions, 48 pages.

⁷ Florence Allard-Poesi et Véronique Perret, « Les représentations du problème dans la recherche-action : définitions et illustration au travers de l'élaboration d'un projet stratégique », 13^{ème} Conférence de l'AIMS. Normandie, Vallée de Seine 2, 3 et 4 juin 2004. [En ligne] : <http://www.strategie-aims.com/Normandie04/sessions/Allard-Perret.pdf>

aux SIG, la seconde est d'ordre politique, liée au processus décisionnel. Mais la recherche simultanée de réponses à ces questions constitue un moyen pour intéresser et mettre en dialogue deux groupes d'acteurs dont le rôle est essentiel pour le développement des territoires, en l'occurrence les chercheurs et les décideurs.

Conscients que les politiques de développement ne sont efficaces que si elles sont fondées sur les réalités locales et s'inspirent des besoins clairement exprimés par les populations, le programme ICT4D implique l'ensemble des acteurs répartis sur les territoires d'observation. Le bien-fondé de cette démarche est de rendre les parties-prenantes réceptives aux résultats de la recherche qu'ils peuvent ensuite utiliser pour formuler des décisions éclairées.

La démarche méthodologique mise en œuvre observe un certain nombre de principes essentiels que sont la participation, l'éthique et le genre. Si les deux premiers principes sont déterminants parce qu'ils posent une problématique de développement liés aux enjeux d'inclusion et de justice sociale, la question du genre cristallise l'attention. En effet, la prise en compte du genre relève d'une démarche scientifique et d'une exigence d'équité sociale qui se justifie au double plan de la production des connaissances et de l'utilisation pratique des résultats de recherche. Les femmes, comme les hommes, détiennent des connaissances et savoir-faire qui leur sont propres, d'où la nécessité de considérer la contribution de tous les groupes sociaux dans les processus de production de connaissances.

La mise en œuvre effective du programme passe par différentes étapes, notamment des opérations de collecte d'informations, des activités de renforcement de capacités et de conception d'un SIG-P impliquant à la fois les experts et les communautés bénéficiaires. La cible de ces activités est très variée, mais la stratégie consiste à favoriser la participation effective de l'ensemble de groupes sociaux représentatifs. Le but recherché à travers cette démarche n'est pas simplement que les acteurs aient la possibilité de participer, mais qu'ils soient surtout en mesure de cerner, de comprendre et de maîtriser les enjeux ainsi que les approches et les techniques de participation. Le moyen qui permet d'atteindre cet objectif consiste en l'organisation de focus-group, de séminaires techniques et de missions de terrain avec les membres de la communauté. Au cours de ces rencontres, plusieurs types d'informations sont collectés notamment les modes de tenue de la terre, les types de propriété, les modes d'exploitations, les difficultés éprouvées, les stratégies d'adaptation, etc.

III. Facteurs de succès potentiel de l'expérience et de recomposition de la relation ville-campagne

Le programme ICT4D accorde donc un grand intérêt à la participation des communautés locales dans le processus de mise en œuvre des SIG. Le motif est que l'escamotage de la dimension sociale et du contexte dans lequel se déroulent les usages de ces techniques entraîne une vision simpliste du potentiel des outils. C'est d'ailleurs à travers cette prise en compte de la dimension sociale que se construit et s'affirme le concept de SIG-P.

Les facteurs pouvant justifier le recours aux SIG-P dans le traitement des problèmes de société sont nombreux, mais les ingrédients qui garantissent le succès de l'appropriation de ces outils dans les stratégies politiques méritent d'être pensés sans aucune naïveté. Dans le cadre du programme ICT4D, les facteurs de succès sont appréhendés en relation avec la complexité du contexte d'expérimentation et la nécessité d'ériger un front contre le phénomène de l'accaparement des terres. Autant ces facteurs peuvent participer à la réussite du projet, autant ils s'avèrent décisifs pour la recomposition des rapports villes-campagnes.

1. Le SIG-P : une large implication des communautés

Selon les spécialistes, le SIG-P renvoie à une approche méthodologique combinant les méthodes d'apprentissage participatif aux outils reliés aux SIG de traitement d'images, de dessin et de cartographie assistée par ordinateur. Cette définition revêt un intérêt majeur, en ce qu'elle suscite la nécessité de proscrire les approches qui créent d'abord (avec un groupe restreint de techniciens) les outils avant d'identifier les besoins (avec les communautés). Ces approches, aussi ambitieuses qu'elles soient, aboutissent forcément à des modes d'intervention chaotiques donnant des résultats peu probants.

S'il est vrai que les décideurs politiques ont besoin de s'appuyer sur des technologies d'information géographique pour prendre des décisions liées à l'utilisation des ressources naturelles sur leurs territoires, ils ont davantage besoin d'informations fiables. Celles-ci ne peuvent être rassemblées que par le biais d'un processus itératif et participatif.

A la différence des SIG traditionnels, conçus souvent par un cénacle d'experts et de responsables gouvernementaux, les SIG-P sont mis sur pied par les communautés et les militants qui cherchent à comprendre une situation donnée, faire entendre leur voix dans les négociations avec ceux qui cherchent à tirer profit des ressources naturelles de leur région et s'émanciper de certaines situations jugées injustes. De ce point de vue, les SIG-P apparaissent comme des instruments pertinents entre les mains des dirigeants qui souhaitent impliquer les communautés locales dans la mise en carte, la planification

et la gestion de leurs ressources naturelles. Ces outils s'inspirent des réalités contextuelles, les réalités du milieu⁸.

2. Leur terre, leur dignité

La majorité de la population sénégalaise (près de 60%) vit en zone rurale et dépend des ressources agricoles pour survivre. Déposséder ces populations de leur terre revient alors à les priver de leur dignité. Des résultats de recherches réalisées par des experts du CTA dans le cadre de projet de cartographie participative avec les peuples forestiers de Babongo et Mitsogo au Gabon confirment cette réalité⁹.

Situé au Nord du Sénégal, dans la vallée du fleuve, la collectivité de Mbane est réputée en raison des scandales fonciers qui y ont cours. Selon le président du Conseil rural, cette communauté rurale est « devenue par la force d'énormes complicités, une vache à lait de la République »¹⁰. Une situation inimaginable a été constatée dans cette collectivité consistant à affecter à des tiers plus de terres (233 200 hectares) que n'en dispose la communauté rurale vaste seulement de 190 600 hectares.

L'enjeu n'est pas l'affectation des terres en soi, mais plutôt le fait que les terres de culture sont attribuées à des personnes étrangères à la communauté rurale et à des sociétés qui n'en ont pas droit et qui, de surcroît, ne les exploitent pas. Non seulement cette pratique viole les lois et les décrets qui organisent la gestion des terres dans les zones de terroir, mais elle contribue à accentuer la misère dans les zones rurales où les populations n'avaient jadis que la terre comme moyen de subsistance.

3. L'adhésion de l'habitant épouvanté

L'habitant dépossédé de sa terre, dépourvu de voie de recours à l'intervention des autorités administratives elles-mêmes coupables, s'avère réceptif à toutes sortes propositions endogènes ou extérieures d'appui pouvant rétablir son droit d'accès durable au foncier. Son effroi se révèle alors un facteur d'appropriation de la proposition des chercheurs de bâtir un outil (SIG-P) qui rend la gestion foncière plus transparente.

⁸ Cf. Ibrahima Sylla, « Prendre les SIG par le bon bout, le milieu », Enda Lead Africa, e-bulletin n°3, août 2010.

⁹ Giacomo Rambaldi, Nigel Crawhall et Georges Thierry Handja, « Notre forêt...notre dignité », CTA, janvier 2011. [En ligne] : <http://pgis.cta.int/ongoing-initiatives/79-notre-forêt-notre-dignite>

¹⁰ Cf. « Lettre ouverte du PCR de Mbane au Président de la République », par Pr Aliou Diack, Président du Conseil rural de Mbane, 29 avril 2011. [En ligne] : <http://www.nettali.net/La-lettre-ouverte-du-Prc-de-Mbane.html>

Pour rappel, depuis le vote de la loi sur le domaine national en 1964, aucune communauté rurale ne dispose d'un registre ou d'un cadastre fonciers. Les organisations paysannes, notamment le Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR), ont ouvertement souligné qu'elles n'en disposent pas des ressources humaines et financières nécessaires. Par conséquent, elles en appellent à des partenariats pouvant leur permettre d'intégrer de façon progressive les outils de gestion, tout en tenant compte des compétences et des ressources des communautés rurales et aussi des pratiques paysannes. C'est dans cette perspective que s'intègre la démarche du programme ICT4D visant à développer un outil SIG pour la communauté rurale de Mbane.

Le processus de recherche-action initié par ce programme engage un partenariat entre les chercheurs et les citoyens et brasse en même temps des connaissances scientifiques et des savoirs endogènes. Cela a été possible grâce à une dynamique d'échanges et d'apprentissage individuel et collectif qui sert à construire une vision partagée sur le territoire revendiqué et son avenir. Le potentiel est énorme et les résultats déjà obtenus font penser à un engagement de la collectivité à défendre son patrimoine foncier.

En effet, aussi occupées soient-elles par leurs activités quotidiennes (travaux champêtres, pâturage, récolte de bois de chauffe, etc.) les villageois ont tenu à participer aux débats autour des outils de préservation et de sécurisation de leurs terres. Certains ont accompagné les équipes de recherche dans les champs et ont pris part aux opérations de levée de points GPS des champs affectés aux industriels de l'agrobusiness qui n'ont aucun droit d'en posséder.

Cette propension des habitants à adhérer aux processus d'élaboration d'outils pour sécuriser leurs droits a été confirmée par plusieurs expériences dans le monde rural. Grégoire Leclerc et al ont rapporté des résultats similaires dans le cadre du projet de recherche-action DOMINO qui avait pour objectif de co-construire des outils de médiation permettant à des acteurs, à divers niveaux d'organisation, de mieux gérer leur espace¹¹. La leçon est tirer de cette comparaison est en relation avec la valeur de la démarche méthodologique : tout comme le projet DOMINO, le programme ICT4D promeut des synergies entre un partenariat scientifique pluridisciplinaire et un partenariat spécifique conçu suivant l'esprit de la transdisciplinarité. Le partenariat scientifique s'établit sur la base des relations liant l'équipe de coordination (Lead Afrique) aux équipes nationales de recherche, mais aussi ces équipes

¹¹ Grégoire Leclerc, Alassane Bah, Ibrahima Diop Gaye et Mame Arame Soumaré, « Mieux gérer les "compétences à problèmes" : retour d'expérience d'une démarche de modélisation d'accompagnement sur les usages des terres dans la zone du Lac de Guiers au Sénégal », in Déthié Soumaré Ndiaye et Assize Touré (dir.), *Gouvernance locale et gestion décentralisée des ressources naturelles*, Dakar, Centre de Suivi Ecologique, 2009, pp. 179-196.

entre elles. Quant au partenariat spécifique, il s'agit d'une collaboration avec les communautés locales qui participent à la mise en œuvre des activités du programme.

4. L'ombre du citadin au sein d'un Conseil rural

Quel que soit le caractère démocratique attribué aux élections locales, les chances d'un prétendant d'être élu dépendent de son assise sociale elle-même liée à l'appartenance sociale de l'individu et au rang de son cercle familial dans le milieu social. Le Conseil rural n'est donc pas représentatif des diverses composantes de la population locale. Certains groupes en sont d'emblée exclus du fait de leur origine sociale. En réalité, il existe une transposition des hégémonies sociales traditionnelles au sein d'institutions modernes. La fonction de conseiller, et surtout le poste de président, sont réservés à une « élite » issue des groupes qui, historiquement, ont exercé le pouvoir, même si le prétendant n'a pas la compétence¹².

Dans le cas de Mbane, la communauté rurale où le programme ICT4D expérimente l'utilisation d'un SIG-P pour la gestion du foncier, le profil de l'élu a probablement une influence sur le cheminement du projet. Même sans faire la généalogie ou relater les grandes étapes du curriculum vitae du président du Conseil rural, certains faits semblent déterminants dans l'analyse.

Originaire d'un des villages de la communauté rurale, en l'occurrence Ndombo, le président du Conseil a passé une longue période de sa vie dans des centres urbains et notamment dans la capitale nationale Dakar où il a occupé d'importantes fonctions en tant qu'ingénieur. Sa figure de dépositaire de la tradition ruraliste s'est alors retrouvée mêlée à celle d'un citadin imbu des valeurs fortes de la modernité. Le retour de ce fils prodigieux dans sa contrée d'origine s'accorde alors d'un changement de regard sur le sens de l'organisation, mais surtout d'une transposition d'utopies de la ville à la campagne.

Sans pour autant s'attarder sur ce qu'est ou ce que n'est pas l'utopie, on peut considérer qu'elle existe dans la mesure où elle est perçue, présentée, dénoncée ou instrumentalisée comme telle dans les discours et les actes politiques concernant la ville. Emmanuel Eveno¹³ estime qu'il est possible de traquer l'utopie dans les discours politiques ou rechercher l'inspiration utopique incorporée dans les actes et dans les

12 Cf. Djibril Diop (2004 et 2009).

13 Emmanuel Eveno, « Introduction. Archéologie du logos utopien : la question d'un pouvoir idéal », in Emmanuel Eveno (dir.), 1998, "Utopies urbaines", Presses Universitaires du Mirail, Coll. Villes & Territoires, p. 12.

représentations des acteurs de la production urbaine et dans les différentes politiques qui prennent la ville pour cadre d'intervention.

Concernant le projet de mise en place d'un SIG-P initié par des chercheurs de l'Université Gaston Berger de Saint Louis (Sénégal) pour la collectivité de Mbane, l'utopie se définit en relation avec la question d'un « pouvoir idéal » associé aux notions d'évolution, de perfectibilité et de progrès. En ceci, elle s'oppose à la contre-utopie, soit un modèle censé illustrer les risques de dérives décelables dans des sociétés données et qui renvoie aux notions de déclin, de dégénérescence, voire de millénarisme¹⁴. En effet, le projet de SIG-P, à défaut de se réaliser, frappera certainement l'imagination. Il est conçu selon un type d'expression politique pouvant être assimilé à un acte d'opposition contre l'injustice, une critique contre la mauvaise gestion des ressources naturelles, une contestation des formes de gouvernance jusque-là à l'œuvre à Mbane.

IV. Incertitudes et scénarii d'évolution

Le front érigé par les différents acteurs autour du programme ICT4D s'attaque vraisemblablement à un modèle de gouvernement, mais indirectement, en soulignant ses dysfonctionnements et en lui opposant un modèle théorique idéal c'est-à-dire purgé de toutes sortes d'injustice. S'il est légitime d'avoir foi à ce type d'approche, il reste que son aboutissement est incertain. Le modèle utopique dont il est question dans la construction sociale n'est pas nécessairement un projet irréaliste ou surdimensionné. Le programme ICT4D est initié par un centre d'excellence et sa coordination est assurée par une institution dotée de solides atouts en matière leadership. Les chercheurs qui y travaillent sont expérimentés et rompus à la tâche d'analyse et de critique. Quant aux populations, elles vivent l'épouvantail d'un envahisseur étranger venu dans l'unique but de les déposséder de la ressource foncière dont dépend leur survie et leur dignité. Bref, tous les ingrédients semblent réunis pour que l'objectif du projet SIG-P ne soit pas un fantasme.

D'un autre point de vue, on pourrait émettre des réserves compte tenu du fait que les utopies ne survivent pas à l'enthousiasme des fondateurs et des pionniers, ni à un changement de régime politique. Dans le premier cas de figure, ce qui est à craindre est l'effritement des acquis du programme lorsqu'il arrivera à son terme. Qui assurera la gestion du SIG-P ? Qui en assurera la mise à jour des données ? Pour le compte de qui ? Cette dernière interrogation introduit notamment une préoccupation éminemment politique liée au renouvellement des instances dirigeantes par voie électorale ou par suite d'une décision arbitraire d'installer une délégation spéciale. Dans ce cas de figure, il est à

14 Cf. Emmanuel Eveno, 1998, *op. cit.*

craindre que la dynamique du projet se délite lorsqu'elle se trouve confrontée aux aléas de la décision politique.

Pour réussir son projet de SIG-P et inspirer les acteurs urbains dans leur quête d'outils de gestion, le programme ICT4D devra certainement mettre l'accent sur la formation d'agents sociaux capables de servir de relais aux concepteurs de l'outil SIG-P. Historiquement, l'approche du développement par projet s'est toujours révélée lacunaire en raison soit de la dispersion des moyens, du caractère itératif des interventions planifiées ou de la durée de vie limitée. Parlant des TIC, Annie Chéneau-Loquay¹⁵ relevait un constat dominant à savoir une absence de concertation et de coordination entre les programmes ; leur caractère extraverti est tout à fait classique d'une approche du développement par projet conçu à l'extérieur et auxquels les publics cibles sont invités à "participer" en fonction de besoins qu'on leur attribue. En cela, le programme semble particulier car le problème auquel s'attaquent ses membres n'est pas imaginaire ; au contraire il est l'expression d'une mal gouvernance engrainée aux plus profondes racines du pouvoir public et qui engendre un sentiment d'injustice sociale.

En faisant une généalogie des SIG au Sénégal, il apparaît que l'espace rural constitue le terrain d'observation et d'expérimentation de presque tous les projets. Quant au milieu urbain, il constitue le centre de décision et de commandement des interventions dans les campagnes. Un tel modèle organisationnel est certes porteur d'intérêt dans la mesure où les relations villes-campagnes ont toujours fonctionné sur la base d'échanges matériels et immatériels dont une large part est consacrée au transfert d'expertise de la ville au village. Néanmoins, il y a beaucoup de problèmes et de limites qui restent inhérents à ces types de rapports notamment : (i) la différence de perception et la méfiance mutuelle ; (ii) le désintérêt des uns pour les intérêts des autres ; (iii) la personnalisation des conflits ; (iv) la diversité des compréhensions de la notion de « confidentialité » des données ; et (v) les rivalités et conflits de pouvoir entre les autorités. Si le programme ICT4D parvenait à proposer des solutions pour lever ces contraintes, on pourrait déboucher sur une prise de conscience plus accrue des acteurs urbains de l'utilité de l'outil SIG ou SIG-P. En tout état de cause, le contexte semble favorable : la question foncière fédère plus qu'elle ne divise les parties-prenantes or le partenariat multi-acteurs promu par le programme ICT4D fait fortune.

15 Annie Chéneau-Loquay, « Défis liés à l'insertion des technologies de l'information et de la communication dans les économies africaines : l'exemple d'Internet au Sénégal », in Abdelkader Djeflat et Bruno Boidin (dir.), *Ajustement et technologie en Afrique*, Publisud, avril 2002.

Bibliographie

Allard-Poesi Florence et Perret Véronique, « Les représentations du problème dans la recherche-action : définitions et illustration au travers de l'élaboration d'un projet stratégique », 13ième Conférence de l'AIMS. Normandie, Vallée de Seine 2, 3 et 4 juin 2004. [En ligne] : <http://www.strategie-aims.com/Normandie04/sessions/Allard-Perret.pdf>

Baudouin Yves, 1996, « L'aide aux PVD du continent africain en matière de systèmes d'information géographique : quelques réalités ». Revue internationale de géomatique, vol. 6, n° 1/1996, pp. 93-125.

Chapperon-Dancet Elisabeth, 2007, Développer le leadership, Insep Consulting Editions, 48 pages.

Chéneau-Loquay Annie, « Défis liés à l'insertion des technologies de l'information et de la communication dans les économies africaines : l'exemple d'Internet au Sénégal », in Abdelkader Djeflat et Bruno Boidin (dir.), Ajustement et technologie en Afrique, Publisud, avril 2002.

Diack Aliou, « Lettre ouverte du PCR de Mbane au Président de la République », 29 avril 2011. [En ligne] : <http://www.nettali.net/La-lettre-ouverte-du-Prc-de-Mbane.html>

Diop Djibril, « Gestion foncière dans les communautés rurales de la région de Matam, un enjeu de développement local », in Déthié

Soumaré Ndiaye et Assize Touré (dir.), Gouvernance locale et gestion décentralisée des ressources naturelles, Dakar, Centre de Suivi Ecologique, 2009, pp. 197-214

Diop Djibril, 2004, Dynamiques territoriales, décentralisation et enjeux de développement local dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal. Cas des communautés rurales de la région de Matam, Thèse de Doctorat, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 447 pages.

Eveno Emmanuel, « Introduction. Archéologie du logos utopien : la question d'un pouvoir idéal », in Emmanuel Eveno (dir.), 1998, "Utopies urbaines", Presses Universitaires du Mirail, Coll. Villes & Territoires, pp. 11-17.

Leclerc Grégoire, Bah Alassane, Diop Ibrahima Gaye et Soumaré Mame Arame, « Mieux gérer les "compétences à problèmes" : retour d'expérience d'une démarche de modélisation d'accompagnement sur les usages des terres dans la zone du Lac de Guiers au Sénégal », in Déthié Soumaré Ndiaye et Assize Touré (dir.), Gouvernance locale et gestion décentralisée des ressources naturelles, Dakar, Centre de Suivi Ecologique, 2009, pp. 179-196.

Lefebvre Geneviève, 2006, « Les systèmes d'information géographique participatifs au service du développement local : le cas du village de Portulin – Philippines », Rapport technique, Ottawa (Canada), CRDI, 39 pages.

Rambaldi Giacomo, Crawhall Nigel et Handja Georges Thierry, « Notre forêt...notre dignité », CTA, janvier 2011. [En ligne] :
<http://pgis.cta.int/ongoing-initiatives/79-notre-foret-notre-dignite>

Sylla Ibrahima, « Prendre les SIG par le bon bout, le milieu », Enda Lead Africa, e-bulletin n°3, août 2010.

Toure Labaly, 2010, Mise en place d'un SIG pour la gestion foncière au Sénégal, Paris, Editions Universitaires, 100 pages.

UIT, 2010, « World Telecommunication/ICT Development Report 2010. Monitoring the WSIS targets: A mid-term review », Switzerland, Geneva, 217 pages.